

NOTE-PAYS



Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE 2012

CANADA

Sous embargo jusqu'au 11 septembre, 11:00 (heure de Paris)

Pour toute question, contacter :

Andreas Schleicher, Conseiller spécial du Secrétaire général chargé de la politique de l'éducation, Directeur adjoint de la Direction de l'Éducation

E-mail : Andreas.Schleicher@OECD.org

Téléphone : +33607385464

Consulter notre site web : www.oecd.org/edu/eag2012 <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2012-en>

DONNÉES CLÉS

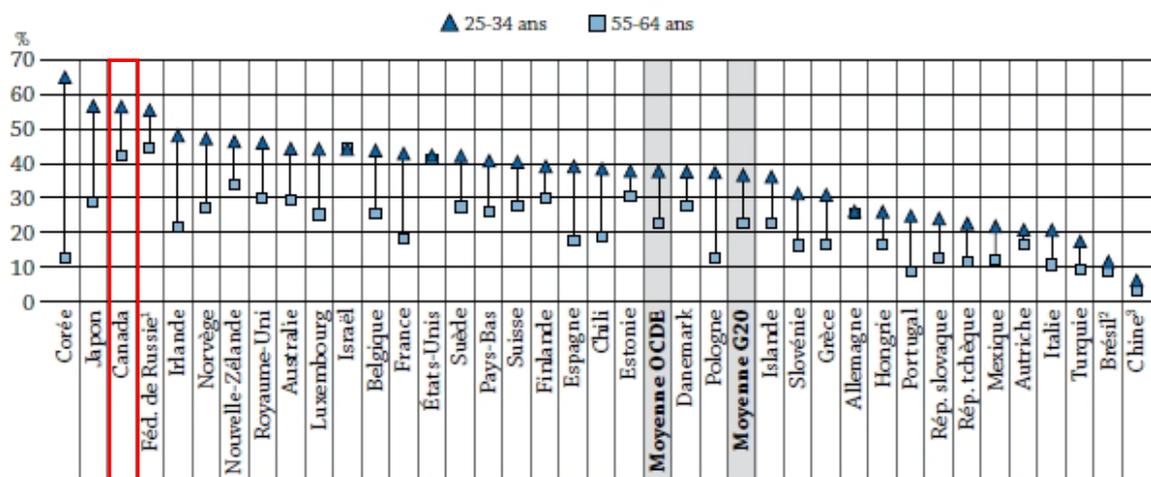
- Le Canada se classe en tête des pays de l'OCDE pour la proportion d'adultes titulaires d'un diplôme d'études collégiales (enseignement tertiaire de niveau CITE 5B) (24 %) et à la 8^e place pour la proportion d'adultes titulaires d'un diplôme d'études universitaires (enseignement tertiaire de niveau CITE 5A) (26 %).
- Le Canada dépense chaque année 20 932 USD par étudiant dans l'enseignement tertiaire, ce qui le place en 3^e position parmi les pays de l'OCDE, après la Suisse et les États-Unis.
- Les femmes canadiennes affichent le taux d'obtention d'un diplôme de fin d'études tertiaires le plus élevé (55 %) des pays de l'OCDE, hommes et femmes confondus, mais les hommes restent plus susceptibles d'avoir un emploi (84.7 %, contre 78.5 % pour les femmes).

Le Canada reste une référence en matière d'enseignement supérieur, avec ses taux élevés d'obtention d'un diplôme et sa capacité à former une main-d'œuvre qualifiée bénéficiant généralement de bonnes perspectives sur le marché du travail. Toutefois, les données de *Regards sur l'éducation 2012* suggèrent qu'à certains égards, des améliorations restent nécessaires : le positionnement des jeunes adultes sur le marché du travail canadien montre en effet que ce groupe d'âge a été frappé de plein fouet par la crise économique.

Le Canada affiche l'un des pourcentages d'adultes diplômés de l'enseignement tertiaire les plus élevés des pays de l'OCDE et du G20...

Parmi les 37 pays de l'OCDE et du G20 dont les données sont disponibles, le Canada se classe en tête pour le pourcentage d'adultes âgés de 25 à 64 ans diplômés de l'enseignement tertiaire (51 %) (voir le tableau A1.3a). Ce pourcentage atteint même 56 % chez les 25-34 ans (contre 38 % pour la moyenne de l'OCDE), tandis que chez les 55-64 ans, il s'établit à 42 %, soit près du double de la moyenne de l'OCDE (23 %) (voir le graphique A1.1).

Graphique A1.1. Proportion de diplômés de l'enseignement tertiaire dans la population (2010)
En pourcentage, selon le groupe d'âge



1. Année de référence : 2002.

2. Année de référence : 2009.

3. Année de référence : 2000.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la proportion de diplômés de l'enseignement tertiaire dans la population âgée de 25 à 34 ans.

Source : OCDE. Tableau A1.3a. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2012).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932677913>

... mais de nombreux pays devancent le Canada en termes de rythme de croissance des effectifs diplômés de l'enseignement tertiaire ces dernières années.

Bien que le taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les 25-64 ans ait augmenté à un taux annuel de 2.4 % au cours des dernières années au Canada, cette croissance a été encore plus marquée dans d'autres pays, notamment en Corée (avec un taux de croissance de 5.2 %), en Irlande (7.3 %), au Luxembourg (6.9 %), en Pologne (7.2 %) et au Portugal (5.7 %) (voir le tableau A1.4).

Le bon classement du Canada est en grande partie dû au nombre élevé de ses diplômés d'études collégiales (enseignement tertiaire de niveau CITE 5B) plutôt qu'à celui de ses diplômés d'études universitaires (enseignement tertiaire de niveau CITE A)¹. Le Canada se classe en effet en tête des 34 pays de l'OCDE

¹ Selon la classification internationale de la CITE, par enseignement tertiaire de niveau CITE 5A, on entend des formations largement théoriques d'une durée d'au moins trois ans. Cette catégorie regroupe typiquement les formations de licence et de maîtrise dispensées à l'université, ainsi que les cursus préparant aux professions très qualifiées (par exemple, médecine, dentaire, droit). Par enseignement tertiaire de niveau CITE 5B, on entend des formations d'une durée plus courte axées sur des compétences pratiques, techniques ou professionnelles, et préparant directement à l'entrée sur le marché du travail. Au Canada, les collèges communautaires et les écoles polytechniques sont inclus dans cette catégorie. Pour les besoins de la présente note, le terme « collège » englobe à la

pour la proportion d'adultes âgés de 25 à 64 ans titulaires d'un diplôme d'études collégiales (24 %), mais il arrive en 8^e position pour la proportion d'adultes titulaires d'un diplôme d'études universitaires (26 %). Si l'on considère le taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire des 25-34 ans, le Canada descend à la 15^e place du classement parmi les 34 pays de l'OCDE (voir le tableau A1.1a). Comme le suggère la publication récente *Études économiques de l'OCDE : Canada 2012*, les taux de participation dans l'enseignement devront augmenter si le Canada souhaite rester compétitif face au vieillissement de sa population et à la mondialisation du marché du travail (OCDE, 2012).

Les dépenses du Canada au titre de l'enseignement tertiaire sont également plus élevées que dans la plupart des pays de l'OCDE...

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les dépenses par étudiant dans l'enseignement tertiaire représentent près du double de celles par élève dans l'enseignement primaire. Le Canada occupe la 3^e place, derrière la Nouvelle-Zélande et la Norvège, pour le pourcentage des dépenses publiques totales consacré à l'enseignement supérieur (4.7 % ; voir le tableau B4.1). Le Canada affecte 38 % de ses dépenses publiques totales d'éducation à l'enseignement tertiaire, alors que cette part s'établit à 23.5 %, en moyenne, dans les pays de l'OCDE (voir le tableau B4.1). Le Canada dépense chaque année 20 932 USD par étudiant, ce qui le place en 3^e position parmi les pays de l'OCDE dont les données sont disponibles, après la Suisse et les États-Unis (voir le tableau B1.1a). Une fois exclus les activités de recherche et développement et les services auxiliaires, tels que les services d'aide aux étudiants, les dépenses unitaires des établissements d'enseignement supérieur canadiens au titre des services éducatifs (14 014 USD) se situent largement au-dessus de la moyenne de l'OCDE (8 944 USD) et en 2^e position du classement, après les États-Unis (voir le tableau B1.2).

... et l'enseignement tertiaire au Canada attire également d'importants investissements privés.

Le financement de l'enseignement supérieur est un sujet largement débattu au Canada, comme on a pu le constater encore récemment lors du mouvement étudiant au Québec. Comme dans d'autres pays de l'OCDE, les responsables politiques canadiens doivent trouver le juste équilibre entre l'offre d'un financement public suffisant pour l'enseignement supérieur et la prise en compte du fait que nombre des bénéficiaires de ce niveau de formation reviennent aux individus.

Au Canada, le financement privé de l'enseignement supérieur provient en grande partie des individus, mais inclut également des dépenses consenties par des entreprises et d'autres entités privées. La part du financement privé de l'enseignement supérieur a diminué, passant de 39.0 % en 2000 à 37.1 % en 2008, tandis que la moyenne de l'OCDE a augmenté, passant de 22.9 % à 30.0 % au cours de la même période (voir le tableau B3.2b et le graphique B3.3).

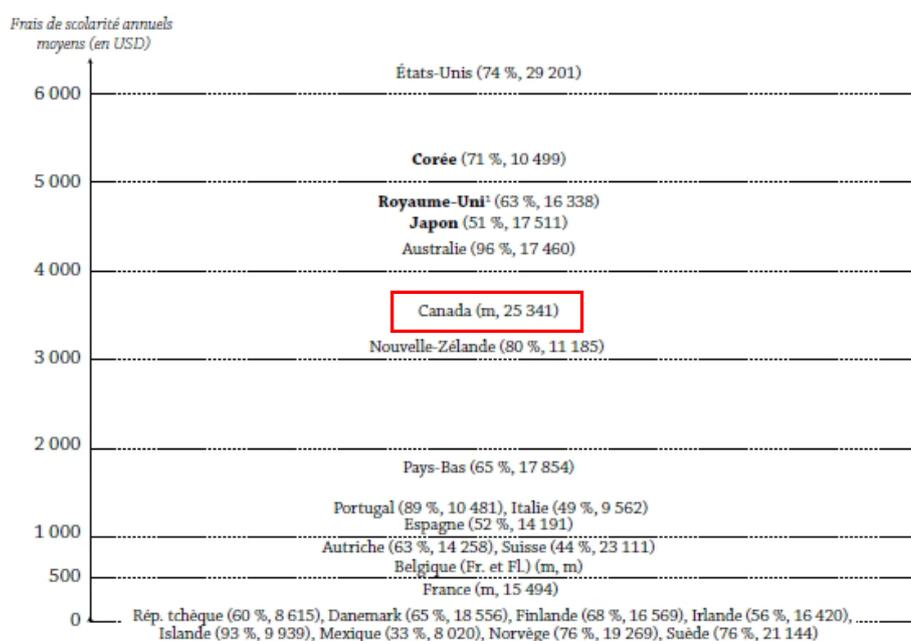
Les Canadiens consentent un investissement important pour la poursuite de leurs études supérieures, bien que légèrement inférieur à la moyenne de l'OCDE. En moyenne, hommes et femmes ont à leur charge des coûts directs totaux d'un montant de 18 094 USD pour l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

fois les collèges communautaires et les écoles polytechniques. Il convient également de noter qu'au Canada, nombre de collèges communautaires et d'écoles polytechniques offrent à la fois des formations tertiaires de niveau CITE 5B et des formations post-secondaires non tertiaires de niveau CITE 4, y compris des formations professionnelles et des programmes d'enseignement pour adultes. Les données de Statistique Canada sur l'enseignement tertiaire ne permettant pas de faire la distinction entre certains programmes d'enseignement pour adultes et de formation professionnelle, la prudence est de mise lors de la comparaison internationale des systèmes d'enseignement tertiaire.

Pour les hommes, l'obtention d'un diplôme de ce niveau d'enseignement engendre un coût indirect de 32 494 USD en termes de manque à gagner durant les études, contre 33 461 USD pour les femmes (voir le tableau A9.3).

La plus grande part du coût direct de l'enseignement supérieur correspond aux frais de scolarité demandés par les établissements. Le montant de ces frais de scolarité varie toutefois sensiblement parmi les pays de l'OCDE (voir le graphique B5.2). Au Canada, les frais de scolarité annuels moyens demandés aux étudiants à temps plein dans les universités publiques pour l'année académique 2008-09 (3 774 USD) ne comptaient ni parmi les plus élevés ni parmi les plus faibles des pays de l'OCDE (voir le tableau B5.1 et le graphique B5.2). Néanmoins, dans un certain nombre de pays, notamment dans les pays nordiques, au Mexique et en République tchèque, les établissements d'enseignement supérieur ne demandent aucun frais de scolarité ; en Irlande, les frais de scolarité sont couverts par les pouvoirs publics par le biais d'un transfert aux établissements publics.

Graphique B5.2. Frais de scolarité annuels moyens demandés aux ressortissants nationaux scolarisés à temps plein par les établissements publics d'enseignement tertiaire de type A, en USD convertis sur la base des PPA (année académique 2008-09)



Remarque : ce graphique ne tient pas compte des bourses, aides ou prêts qui peuvent financer, en tout ou partie, les frais de scolarité.

1. Il n'existe pas d'établissement public à ce niveau d'enseignement : la majorité des étudiants sont scolarisés dans des établissements privés subventionnés par l'État.

Source : OCDE. Tableaux B1.1a, B5.1 et indicateur C3. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2012).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932679224>

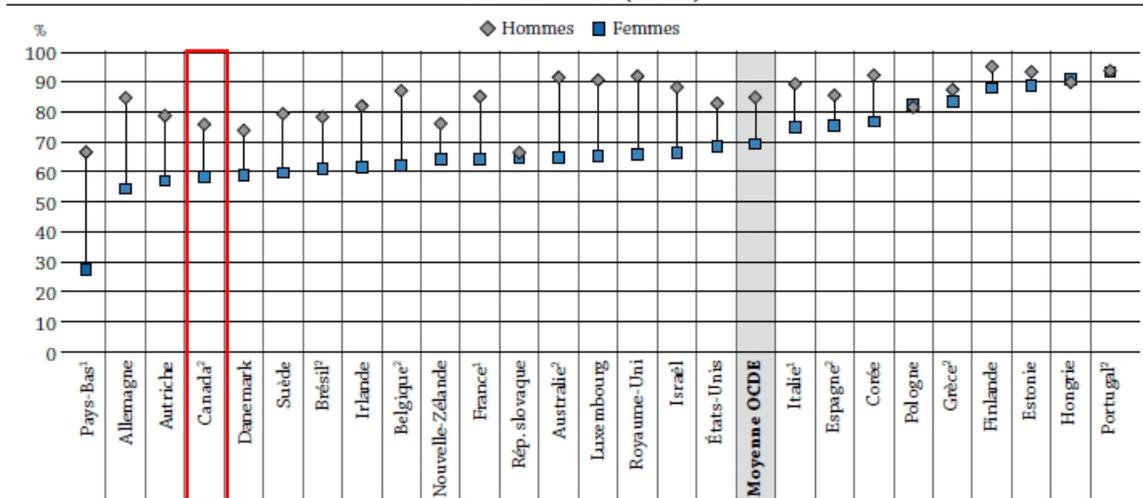
Les homes diplômés de l'enseignement tertiaire sont plus susceptibles d'avoir un emploi que les femmes diplômées de ce niveau d'enseignement...

Bien que le pourcentage de femmes diplômées de l'enseignement supérieur au Canada (55 %) soit plus élevé que dans tout autre pays de l'OCDE, les hommes canadiens diplômés de l'enseignement tertiaire restent plus susceptibles d'avoir un emploi. En 2010, le taux d'emploi des hommes diplômés de l'enseignement tertiaire s'établissait à 84.7 %, contre 78.5 % pour les femmes diplômées du même niveau d'enseignement (voir le graphique A7.3). Cet écart entre les sexes se creuse davantage encore si l'on ne prend en compte que le

travail à temps plein. Dans les pays de l'OCDE dont les données sont disponibles, le Canada affiche le 4^e pourcentage le plus faible (58 %) d'actifs occupés rémunérés travaillant à temps plein parmi les femmes âgées de 25 à 64 ans diplômées de l'enseignement tertiaire, alors que ce pourcentage s'élève à 76 % chez les hommes diplômés de ce même niveau d'enseignement (voir le tableau A7.5 et le graphique A7.4). Cet écart entre les sexes de 18 % dans le pourcentage d'actifs rémunérés travaillant à temps plein est légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE qui s'établit à 16 %.

Cet écart est imputable, en partie, au fait que nombre de femmes choisissent de travailler à temps partiel afin de faire face à leurs obligations familiales. En outre, les taux d'emploi ne tiennent pas compte de l'effet de mesures, telles que l'allongement du congé de maternité, qui peuvent dissuader les femmes de participer au marché du travail. Ce type de mesures peut se refléter dans le taux de chômage légèrement plus faible des femmes diplômées de l'enseignement supérieur (5.2 %) par comparaison avec les hommes diplômés du même niveau d'enseignement (5.6 %), bien que, pour les unes comme pour les autres, ces taux restent supérieurs à la moyenne de l'OCDE (4.9 % pour les femmes et 4.6 % pour les hommes).

Graphique A7.4. Proportion d'actifs rémunérés travaillant à plein temps dans la population âgée de 25 à 64 ans d'actifs rémunérés diplômés de l'enseignement tertiaire, selon le sexe (2010)



1. Année de référence : 2008.

2. Année de référence : 2009.

Les pays sont classés par ordre croissant de la proportion d'actifs rémunérés de sexe féminin diplômés de l'enseignement tertiaire et travaillant à temps plein.

Source : OCDE, Tableau A7.5. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2012).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932678521>

... mais les femmes bénéficiant d'un niveau élevé de formation jouissent d'un avantage salarial plus important que les hommes, à niveau de formation égale.

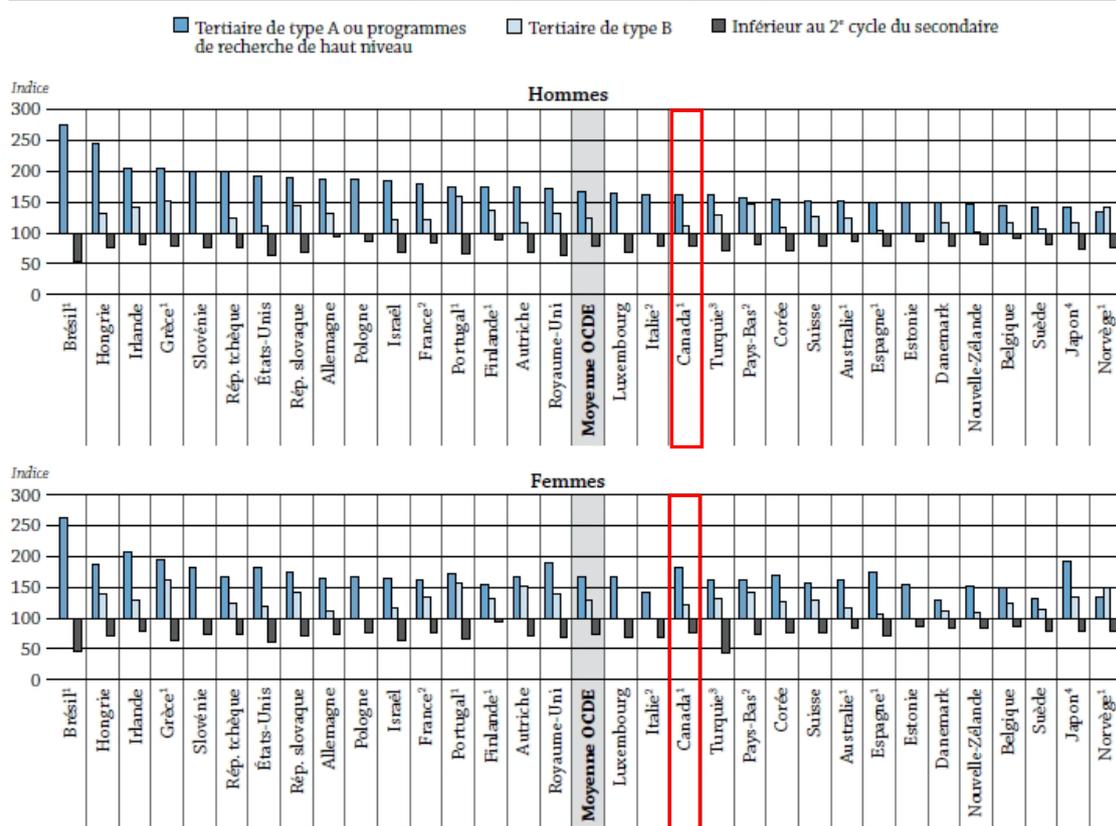
L'augmentation de la probabilité de trouver un emploi ne constitue pas l'unique incitation pour investir dans l'élévation du niveau de formation ; cette dernière peut également être synonyme d'une amélioration des revenus. Au Canada, un individu diplômé de l'enseignement supérieur peut espérer gagner, en moyenne, 38 % de plus qu'un individu uniquement diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire. Cet avantage salarial, bien que conséquent, se situe bien en deçà de la moyenne de l'OCDE (55 %) (voir le tableau A8.2a).

L'avantage salarial relativement faible dont bénéficient les diplômés de l'enseignement supérieur au Canada peut, en partie, s'expliquer par la nature de la participation de ces derniers au marché du travail. Selon les recherches de Statistique Canada, les individus diplômés de l'enseignement tertiaire, mais dont les revenus sont faibles, sont plus susceptibles de faire état d'une autre activité que le travail comme activité principale

pour l'année de référence (McMullen, 2009). Bien que ce résultat n'ait rien de surprenant, la présence d'individus bénéficiant d'un tel niveau de formation, mais dont l'activité principale n'est pas la participation au marché du travail, peut contribuer au niveau inférieur à la moyenne de l'OCDE de l'avantage salarial des Canadiens diplômés de l'enseignement supérieur ; enfin, ce constat amène à s'interroger sur l'éventuelle sous-utilisation de compétences coûteuses à produire (voir l'encadré A8.1).

En outre, cet avantage salarial varie de façon significative selon le groupe d'âge et le sexe (voir le tableau A8.1). À titre d'exemple, au Canada, l'incitation financière relative liée à l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur est plus importante pour les femmes que pour les hommes. Avec ce niveau de formation, les femmes bénéficient ainsi d'un avantage salarial global de 50 % (21 % pour les titulaires d'un diplôme à l'issue d'une formation tertiaire de type B et 81 % pour les titulaires d'un diplôme à l'issue d'une formation tertiaire de type A ou d'un titre sanctionnant un programme de recherche de haut niveau), tandis que les hommes bénéficient d'un avantage salarial global de 39 % (13 % pour les titulaires d'un diplôme à l'issue d'une formation tertiaire de type B et 62 % pour les titulaires d'un diplôme à l'issue d'une formation tertiaire de type A ou d'un titre sanctionnant un programme de recherche de haut niveau) (voir le graphique A8.2).

Graphique A8.2. Revenus du travail relatifs de la population âgée de 25 à 64 ans percevant des revenus du travail, selon le niveau de formation et le sexe (2010 ou année de référence indiquée)
2^e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire = 100



Remarque : les revenus du travail indiqués pour la Belgique, la Corée et la Turquie sont les revenus avant impôts.

1. Année de référence : 2009.
2. Année de référence : 2008.
3. Année de référence : 2005.
4. Année de référence : 2007.

Les pays sont classés par ordre décroissant des revenus du travail relatifs des individus de sexe masculin âgés de 25 à 64 ans titulaires d'un diplôme de fin d'études tertiaires de type A (y compris d'un titre sanctionnant un programme de recherche de haut niveau).

Source : OCDE, Tableau A8.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2012).

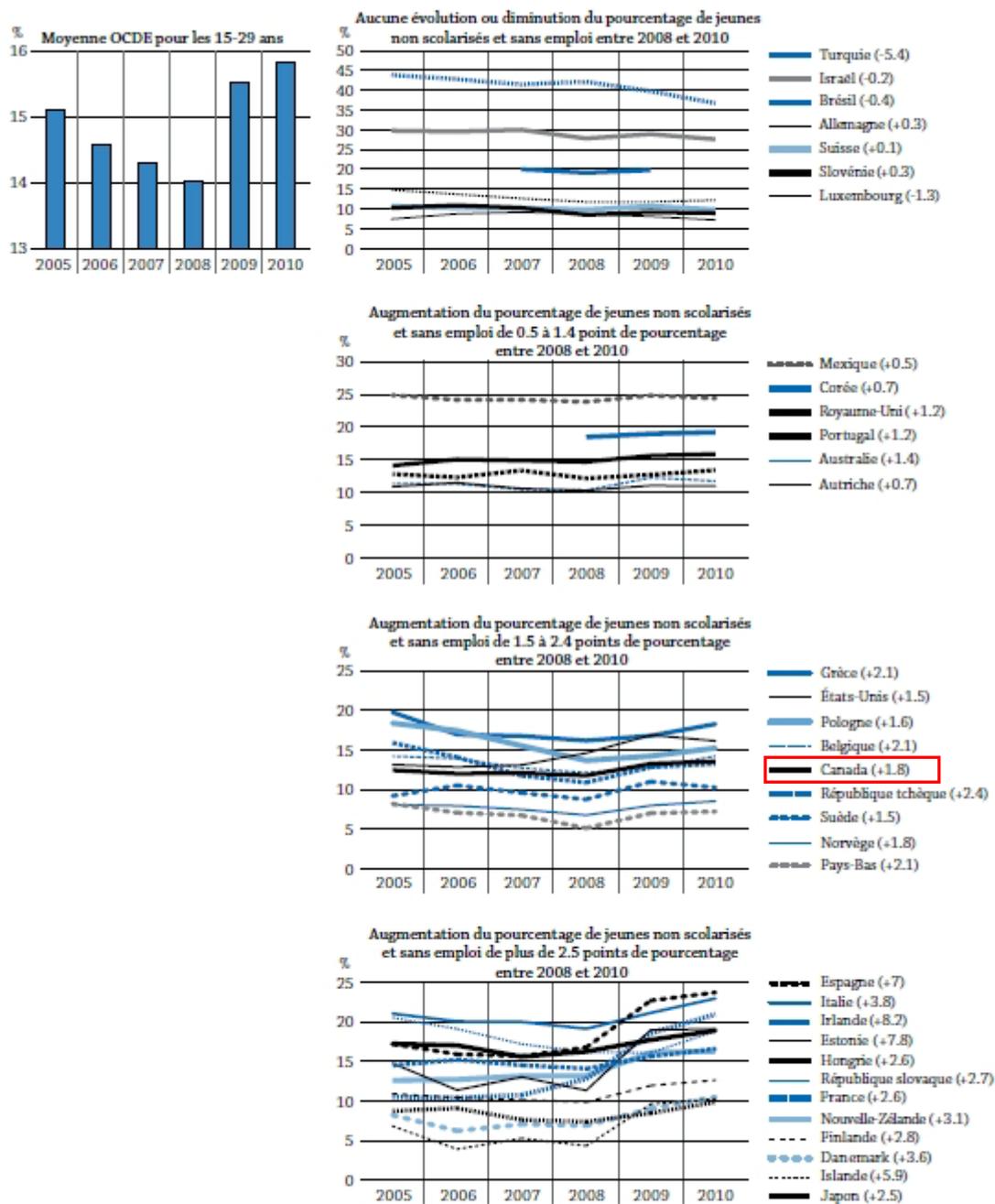
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932678578>

TENDANCES CLÉS

Durant la crise économique mondiale, le nombre de jeunes Canadiens non scolarisés et sans emploi a augmenté.

Bien que le Canada semble avoir surmonté relativement bien la récente récession mondiale, la crise a frappé de plein fouet les jeunes adultes canadiens. Après de nombreuses années de stabilité ou de recul, le pourcentage de Canadiens âgés de 15 à 29 ans non scolarisés et sans emploi a augmenté entre 2008 et 2010. Comme le montre le graphique C5.4, l'augmentation de ce pourcentage au Canada est comparable à celle observée en Grèce, aux États-Unis, en Pologne, en Belgique, en République tchèque, en Suède, en Norvège et aux Pays-Bas. Au cours de cette période, le pourcentage de Canadiens âgés de 15 à 29 ans non scolarisés et sans emploi s'est accru de 1.8 %, passant de 11.7 % en 2008 à 13.5 % en 2010. On constate même une augmentation encore plus marquée chez les 20-24 ans (de 13.0 % en 2008 à 15.3 % en 2010) (voir le tableau C5.4a). Par contraste, dans un certain nombre de pays, notamment en Turquie, en Israël, au Brésil, en Allemagne, en Suisse, en Slovaquie et au Luxembourg, le pourcentage de jeunes non scolarisés et sans emploi est resté stable, ou a même reculé, durant cette période.

Graphique C5.4. Évolution du pourcentage de jeunes âgés de 15 à 29 ans non scolarisés et sans emploi entre 2005 et 2010



Les pays sont classés par ordre croissant du pourcentage de jeunes âgés de 15 à 29 ans non scolarisés et sans emploi en 2010.

Source : OCDE, Tableau C5.4a. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932679775>

DONNÉES CLÉS

Indicateur	Canada	Moyenne OCDE	Classement du Canada*
Les résultats des établissements d'enseignement et l'impact de l'apprentissage			
Taux de scolarisation			
Enfants de 3 ans (dans les structures d'accueil de la petite enfance)	1 %	66 %	36 ^e sur 36 pays
Enfants de 4 ans (dans les structures d'accueil de la petite enfance et dans l'enseignement primaire)	47 %	81 %	35 ^e sur 38 pays
Enfants de 5 à 14 ans (tous niveaux d'enseignement confondus)	99 %	96 %	20 ^e sur 39 pays
Pourcentage de la population dont le niveau de formation le plus élevé atteint est l'enseignement préprimaire ou primaire			
Population âgée de 25 à 64 ans	3 %	m	26 ^e sur 37 pays
Pourcentage de la population dont le niveau de formation est égal ou supérieur au deuxième cycle de l'enseignement supérieur			
Population âgée de 25 à 64 ans	88 %	74 %	6 ^e sur 40 pays
Population âgée de 25 à 34 ans	92 %	82 %	6 ^e sur 36 pays
Population âgée de 55 à 64 ans	82 %	62 %	6 ^e sur 36 pays
Pourcentage de la population diplômée de l'enseignement tertiaire			
Population âgée de 25 à 64 ans	51 %	31 %	2 ^e sur 41 pays
Population âgée de 25 à 34 ans	56 %	38 %	3 ^e sur 37 pays
Population âgée de 55 à 64 ans	42 %	23 %	3 ^e sur 37 pays
Taux d'accès à l'enseignement tertiaire			
Filière professionnelle (tertiaire de type B)	m	17 %	m
Filière universitaire (tertiaire de type A)	m	62 %	m
Taux d'obtention d'un diplôme			
Pourcentage de jeunes d'aujourd'hui qui devraient, au cours de leur vie, terminer avec succès une formation du deuxième cycle de l'enseignement secondaire	81 %	84 %	19 ^e sur 27 pays
Pourcentage de jeunes d'aujourd'hui qui devraient, au cours de leur vie, terminer avec succès une formation universitaire (tertiaire de type A)	36 %	39 %	18 ^e sur 28 pays
Retombées de l'éducation sur l'économie et le marché du travail			
Taux de chômage de la population âgée de 25 à 64 ans			
Inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire	12.4 %	12.5 %	12 ^e sur 33 pays
Deuxième cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	7.5 %	7.6 %	11 ^e sur 34 pays
Tertiaire	5.4 %	4.7 %	9 ^e sur 34 pays
Avantage salarial moyen pour les diplômés de l'enseignement tertiaire âgés de 25 à 64 ans (par comparaison avec les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ; deuxième cycle du secondaire = 100)			
Hommes et femmes confondus	138	155	25 ^e sur 32 pays
Hommes	139	160	27 ^e sur 32 pays
Femmes	150	157	22 ^e sur 32 pays
Désavantage salarial moyen pour les individus âgés de 25 à 64 ans dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire (par comparaison avec les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ; deuxième cycle du secondaire = 100)			
Hommes et femmes confondus	80	77	11 ^e sur 32 pays
Hommes	78	78	15 ^e sur 32 pays
Femmes	77	74	12 ^e sur 32 pays

Pourcentage de la population non scolarisée et sans emploi			
Population âgée de 15 à 29 ans (données de 2005)	12.4 %	15.0 %	19 ^e sur 32 pays
Population âgée de 15 à 29 ans (données de 2010)	13.5 %	15.8 %	18 ^e sur 32 pays
Ressources financières investies dans l'éducation			
Dépenses annuelles par élève/étudiant (en équivalents USD convertis sur la base des PPA)			
Enseignement préprimaire	m	6 670	m
Enseignement primaire	8 262	7 719	13 ^e sur 35 pays
Enseignement secondaire	8 997	9 312	19 ^e sur 37 pays
Enseignement tertiaire	20 932	13 728	3 ^e sur 37 pays
Dépenses totales (publiques et privées) d'éducation			
En pourcentage du PIB	6.1 %	6.2 %	18 ^e sur 37 pays
Dépenses publiques totales d'éducation			
En pourcentage des dépenses publiques totales	12.3 %	13.0 %	16 ^e sur 32 pays
Part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement			
Enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	10.9 %	8.8 %	11 ^e sur 32 pays
Enseignement tertiaire	37.1 %	30 %	8 ^e sur 31 pays
Tous niveaux d'enseignement confondus	21.4 %	16 %	7 ^e sur 30 pays
Établissements d'enseignement et corps enseignant			
Taux d'encadrement (nombre d'élèves par enseignant)			
Enseignement préprimaire	m	14.4	m
Enseignement primaire	m	15.8	m
Enseignement secondaire	17.1	13.8	7 ^e sur 38 pays
Nombre d'heures d'instruction obligatoire par an			
Élèves de 7 et 8 ans	917	774 heures	5 ^e sur 33 pays
Élèves de 9 et 11 ans	921	821 heures	7 ^e sur 34 pays
Élèves de 12 et 14 ans	922	899 heures	13 ^e sur 34 pays
Nombre d'heures d'enseignement par an (pour les enseignants des établissements publics)			
Enseignement primaire	799	782 heures	17 ^e sur 35 pays
Premier cycle de l'enseignement secondaire	740	704 heures	11 ^e sur 34 pays
Deuxième cycle de l'enseignement secondaire	744	658 heures	10 ^e sur 35 pays
Rapport entre le salaire des enseignants et le salaire d'un diplômé de l'enseignement tertiaire travaillant à temps plein toute l'année			
Enseignants en poste dans l'enseignement primaire	1.05	0.82	5 ^e sur 27 pays
Enseignants en poste dans le premier cycle de l'enseignement secondaire	1.05	0.85	6 ^e sur 27 pays
Enseignants en poste dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire	1.05	0.90	7 ^e sur 27 pays

* Les pays sont classés par ordre décroissant des valeurs.

RÉFÉRENCES

McMullen, K. (2009), « College and University Graduates with Low Earnings in Canada: Demographic and Labour Market Characteristics », *Education Matter*, vol. 6, n° 2, Statistique Canada, Ottawa.

OCDE (2012), *Études économiques de l'OCDE : Canada 2012*, Éditions OCDE, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-can-2012-en.

Consulter : *Regards sur l'éducation 2012 : Les indicateurs de l'OCDE*

Visiter : www.oecd.org/edu/eag2012

Auteur de la présente note : Julie BÉLANGER (Julie.Belanger@oecd.org)